

LUNDI 3 MARS 2014



I) Jean-Marc Ayrault : «Je suis favorable à un gouvernement resserré»



HOTEL MATIGNON, VENDREDI 28 FEVRIER 2014. «Moi usé et fatigué ? Pas du tout», assure Jean-Marc Ayrault dans un entretien exclusif au «Parisien-Aujourd'hui». | LP/ARNAUD DUMONTIER

Interrogé par « Le Parisien », le Premier ministre se dit « favorable », à un gouvernement resserré, une formule qui existe dans d'autres pays européens et qui selon lui « ne marche pas plus mal ».

Alors que depuis plusieurs semaines les rumeurs d'un remaniement sont nombreuses, les propos de Jean-Marc Ayrault ce dimanche dans « Le Parisien » vont sans doute alimenter les spéculations. Même s'il balaie les rumeurs sur un éventuel changement de Premier ministre après les élections municipales.

Mais interrogé sur l'idée de la formation d'un gouvernement plus resserré, il ne l'écarte pas et s'y dit même favorable. « C'est une décision qui appartient au président de la République, mais j'y suis favorable », explique en effet le Premier ministre dans une interview à Aujourd'hui en France/Le Parisien.

« Europe, beaucoup de gouvernements ont moins de ministres et ça ne marche pas plus mal » explique-t-il en illustrant ses propos en rappelant que lors du dernier conseil des ministres franco-allemand, le 19 février dernier, le gouvernement français compte 38 membres, contre 17 outre-Rhin.

« Je ne me laisserai pas dévier de ma mission »

Pour autant, il ferme la porte à son éventuel remplacement. « Vous me trouvez usé et fatigué, vous? Pour exercer cette très lourde responsabilité, il faut de la sérénité, de la distance, ne pas se laisser influencer par les aspects secondaires et être totalement disponible. Eh bien, je le suis! », fait-il valoir.

« Je ne me laisserai pas dévier de ma mission par quelque anecdote que ce soit, ni par quelques commentaires, spéculations ou fantasmes. Ça n'a aucun intérêt et ça ne m'impressionne pas! », martèle l'ancien maire de Nantes.

Il met le cap sur l'après-municipales et la future adoption du Pacte de responsabilité et les économies de 50 milliards en trois ans à trouver, de même que la remise à plat fiscale, qui n'est pas « enterrée ».« Ma conviction, c'est qu'on se souviendra que 2014 aura permis au pays de réussir », affirme encore Jean-Marc Ayrault.

II) Pacte de responsabilité : une obligation de résultats

LE MONDE

Fin janvier, la France comptait 3 576 300 chômeurs, et, si on recense les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite au cours du mois, 5 228 800. Un niveau intolérable. Si on veut, comme l'affirme le ministre du travail, Michel Sapin, faire de 2014, après avoir échoué en 2013, « l'année du recul du chômage », il y a urgence à accélérer les réformes. La Cour des comptes et la Commission européenne y pressent la France. François Hollande a une obligation d'agir. Le pacte de responsabilité, qu'il a lancé le 31 décembre 2013 et qui a donné lieu, vendredi 28 février, à une première réunion entre les partenaires sociaux, est sa dernière carte.

Avec ce pacte – une baisse des charges fiscales et sociales de 30 milliards d'euros d'ici à 2017 d'un côté, des engagements pour l'emploi et le dialogue social de l'autre -, dans lequel il voit « un grand compromis social » très socialdémocrate, le président de la République a fait un pari audacieux. Les entreprises sont attendues sur les créations d'emplois. Imprudemment, Pierre Gattaz, le président du Medef, a avancé le chiffre d'un million sur cinq ans - qu'il arbore en pin's -, alors qu'en période de croissance faible et de carnets de commandes en berne les emplois ne poussent pas comme des champignons. Les syndicats sont priés d'accepter une baisse de près de 50 milliards des dépenses publiques pour financer l'allégement des charges.

« UN BON COUP D'ENVOI »

La France n'a pas la culture du compromis social. La réunion du 28 février a confirmé l'ampleur des obstacles. Le Medef est divisé, et le patronat n'est pas unanime. Côté syndical, la CFDT est prête à s'engager, mais se montre exigeante sur les contreparties, qui doivent être, selon M. Hollande, « claires, précises, mesurables, et donc vérifiables ». Elle est suivie par la CFTC et la CFE-CGC. A l'opposé, Force ouvrière, qui n'entend pas porter « l'intérêt général », illustre jusqu'à la caricature le camp du refus. Quant à la CGT, en ne voyant dans le pacte qu'un « cadeau au patronat », elle s'est mise hors jeu.

La réunion de vendredi a toutefois été productive. « C'est un bon coup d'envoi », a noté Laurent

Berger, le secrétaire général de la CFDT, tout en restant prudent. Le Medef doit présenter, mercredi 5 mars, un document tenant compte des propositions des syndicats qui acceptent le principe du pacte et ouvrir la voie à des négociations dans les branches professionnelles sur des contreparties. Amendable, ce texte pourrait aboutir à un « relevé de conclusions ».

L'enjeu est capital. Soit un compromis est trouvé entre le patronat et certains syndicats, et la balle sera dans le camp du gouvernement et des branches pour mettre en oeuvre le pacte. Soit la négociation capote sur la ligne d'arrivée, et la CFDT a déjà adressé le message au Medef comme au gouvernement : dans une telle hypothèse, elle jugerait le pacte mort-né.

La situation économique et sociale est trop grave, le climat trop délétère, l'urgence à agir contre le chômage trop grande pour que les partenaires sociaux se défaussent de leurs responsabilités. Il faut ici le répéter : le patronat, les syndicats et bien sûr le gouvernement ont une impérieuse obligation de résultats.

III) Matignon penche pour le maintien du CICE, pas de CSG progressive



"La bataille du pacte de responsabilité (...) c'est permettre aux entreprises de reconstituer des marges pour investir, embaucher, innover ou former leurs salariés", a une nouvelle fois martelé Jean-Marc Ayrault pour défendre face à son aile gauche ses mesures les "cadeaux" faits aux entreprises. (Photo: Reuters)

latribune.fr

Le Premier ministre s'est une fois de plus opposé à une progressivité de la CSG réclamée par une partie de la gauche. Il pense par ailleurs maintenir le CICE tel quel et défend ses mesures d'aide aux entreprises. Celles-ci seront financées par des économies. Le gouvernement s'oriente vers le maintien du crédit d'impôt compétitivité emploi (Cice) et n'envisage pas de rendre la contribution sociale généralisée (CSG) progressive, dit Jean-Marc Ayrault dans une interview accordée au Parisien dimanche.

Le Cice, qui représentera 10 milliards d'euros rendus aux entreprises en 2014 et 20 milliards en 2015, sera une composante des 30 milliards de baisses des charges promises par François Hollande d'ici 2017 dans le cadre du "pacte de responsabilité".

Le maintien du Cice est une piste évoquée par le chef de l'Etat, rappelle le Premier ministre. C'est aussi celle que Medef et CGPME côté patronal, CFDT côté syndical, privilégient. "C'est ce vers quoi les choses sont en train de converger", déclare Jean-Marc Ayrault. Il rappelle que les premiers chèques au titre du Cice seront envoyés en mai et souhaite que l'usage de ces sommes soit discuté dans les sociétés, par exemple en comité d'entreprise.

"Prélèvements obligatoires constants"

Le Premier ministre confirme la volonté du chef de l'Etat et du gouvernement de financer les 30 milliards d'euros de baisses de charges sociales et fiscales promises aux entreprises par des économies et non par des hausses d'impôts.

Il pose cependant les limites de la remise à plat de la fiscalité engagée parallèlement à l'élaboration du pacte.

"Toutes les prochaines réformes fiscales se feront à prélèvements obligatoires constants. Si nous pouvons diminuer ces prélèvements d'ici la fin du quinquennat, nous le ferons", dit-il. "Mais cela dépendra des efforts en termes d'économies."

La progressivité de la CSG rejetée en bloc

Le gouvernement s'est déjà fixé pour objectif de réduire de 50 milliards d'euros "au moins" l'évolution tendancielle des dépenses publiques sur trois ans.

Des spécialistes de la fiscalité au sein de la majorité, en particulier au Parti socialiste, plaident pour la fin de la déductibilité de la CSG et, au contraire, pour une progressivité de ce prélèvement. Hypothèse rejetée par le Premier ministre.

"Non, il n'y aura pas d'impôt supplémentaire ni d'augmentation. Que ce soit sur la CSG ou sur la TVA, d'ailleurs", déclare Jean-Marc Ayrault.

Selon une simulation reprise dans un récent rapport du Haut conseil du financement de la protection sociale, la suppression de la déductibilité de la CSG de l'impôt sur le revenu, assortie d'un mécanisme garantissant un produit constant, ferait 18,4 millions de ménages gagnants et 6,3 millions de perdants.

Economies sur la Sécurité sociale

Le Premier ministre confirme que les premières mesures, concernant la remise à plat de la fiscalité des entreprises et des ménages, interviendront dans la loi de finances pour 2015. Quant aux économies, elles ne seront pas seulement faites sur le budget de l'Etat mais aussi sur ceux de la Sécurité sociale et des collectivités locales, déclare-t-il.

Concernant la Sécurité sociale, il ne s'agit pas de moins soigner ou de moins rembourser, promet-il, mais de développer, par exemple, les soins ambulatoires et la vente de médicaments génériques ou à l'unité.

Simplification et spécialisation de l'action

Concernant les collectivités locales, Jean-Marc Ayrault prône une simplification et une spécialisation des compétences.

Tout le monde ne doit plus s'occuper de tout. On a par exemple en France 13.500 syndicats spécialisés sur les ordures, le traitement des déchets, la gestion de l'eau", explique-t-il. "Il faut regrouper tout ça, mutualiser."

Pour ce qui est de l'Etat, le Premier ministre dit vouloir faire le ménage parmi les multiples opérateurs publics.

"Certains ont eu tendance à prendre leurs aises en augmentant constamment leur budget de 5 à 6% par an. Donc on va supprimer certains opérateurs, qui peuvent revenir dans le giron des administrations, en regrouper d'autres ou les

réformer."

Il cite notamment la réforme ferroviaire, qui doit intervenir avant l'été et permettre de rapprocher la SNCF et Réseau ferré de France pour en réduire les déficits.

Défense du pacte de responsabilité

Aux détracteurs du "pacte de responsabilité" - notamment l'aile gauche de la majorité et le Front de gauche, ainsi que les syndicats CGT et Force ouvrière - Jean-Marc Ayrault répond qu'il ne s'agit pas d'un "cadeau" aux entreprises.

"La bataille du pacte de responsabilité (...) c'est leur permettre de reconstituer des marges pour investir, embaucher, innover ou former leurs salariés", dit-il.

Il s'est par ailleurs dit favorbale à un gouvernement resserré pour mener m'action publique.

IV) Marseille : "la ville va éclater si les élus ne font rien"



Par Le Nouvel Observateur

Dans la cité phocéenne, la fracture sociale ne cesse de s'accroître, entre les quartiers nord, qui plongent, et un sud de plus en plus prospère. De notre correspondante.



La banlieue nord de Marseille, le 16 october 2013 (ANNE-CHRISTINE POUJOULAT / AFP)

Chômeurs de longue durée, jeunes sans emploi, mères célibataires dans l'impasse, familles

nombreuses mal logées. Plusieurs matinées par semaine, défile dans le bureau de Samia Ghali toute la misère des quartiers nord. Une misère souvent accompagnée de pleurs, de colère et parfois même de menaces. La maire des 15ème et 16ème arrondissements de Marseille, soupire :

Les gens attendent tout de nous. On finit par devenir des psys et on se prend tout en pleine face."

Elue depuis 2008, Samia Ghali gère, avec ses voisins des 13ème et 14ème, le territoire le plus pauvre de la ville. Les quartiers nord. C'est là que vivent plus d'un tiers des Marseillais. Un coin de la ville où dans certains secteurs, la moitié des habitants sont sans diplôme et au chômage. Un territoire où les trafics en tout genre pullulent et où de simples querelles peuvent se transformer en règlements de compte.

Le visage pauvre d'une ville socialement inégalitaire. Car si 26% des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, Marseille est la quatrième ville de France en terme d'impôt sur la fortune (ISF). Alors que le nord continue de plonger, le sud est de plus en plus prospère. "Deux villes qui se tournent le dos", selon la formule consacrée. Un fossé qui ne cesse de se creuser et qui menace de déchirer la deuxième ville de France si rien est fait pour le combler. "On ne peut plus perdre de temps", prévient Samia Ghali. Une militante renchérit :

L'urgence sociale, c'est maintenant. La ville va éclater si les élus ne font rien."

"Marseille doit marcher sur ses deux jambes"

Dans un récent rapport - publié par le Compas (Centre d'observation et de mesure des politiques d'action sociale), qui travaille pour le conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur - les chiffres qui permettent de mesurer avec précision les écarts de développement et de richesse entre le nord et le sud, sont édifiants. Alors que le revenu médian est de 538 euros à la Kalliste, un quartier situé dans le 15ème arrondissement, il s'élève à 3436 euros à la Cadenelle dans le 8ème. De même pour le taux de cadres et professions intellectuelles : à 32,6% dans le 8ème, il dépasse à peine les 6% dans le 15ème.

De quoi influencer le discours des candidats à la mairie de Marseille. En parlant d'une ville

socialement "fracturée", "abîmée", "épuisée, la gauche s'est emparée du sujet. A commencer par le Parti socialiste au sein duquel Samia Ghali incarne, depuis les primaires qu'elle qualifie "d'émeute pacifique et citoyenne", la voix des quartiers populaires. "Pour réussir, Marseille doit marcher sur ses deux jambes. Si elle doit se développer, ça se fera par le nord", prédit-elle. C'est dans cette partie de la ville que l'on trouve encore du foncier à bon prix, une population jeune, une autoroute, un chemin de fer et, à proximité, la mer. "Dans une ville intelligente, cette position aurait été mise en avant depuis longtemps", assure la maire-sénatrice. Pour le candidat Pape Diouf, tête de liste dans les 13ème et 14ème arrondissements, tous les problèmes de la ville partent de cette inégalité:

Sécurité sanitaire, éducation, violence, manque de transports, d'équipements sportifs, aujourd'hui, la ville est quasiment coupée en deux. Si on règle ça, on règle 80% des problèmes de Marseille."

Mais selon lui, gare à ne pas opposer le nord et le sud "ce qui diviserait un peu plus la ville." Aujourd'hui, certains élus assurent qu'il faut d'abord revoir la politique d'attribution des logements. La rendre plus équitable. "On dirait qu'il y a eu un accord entre les bailleurs sociaux pour que les gens des quartiers nord n'aient jamais accès à un logement dans un autre quartier", soupçonne Samia Ghali. Hanifa Taguelmint, ancienne de la marche de 1983 et candidate sur les listes du PS, estime qu'imposer l'anonymat des dossiers suffirait à rééquilibrer la balance.

Pas normal dès qu'on s'appelle Mohamed de se retrouver à Frais Vallon [NDLR, une cité du 13ème arrondissement]."

Subventions et clientélisme

A droite, cette fracture sociale, on la vit surtout comme du "Marseille bashing". "Comme toutes les villes de France et du monde, il y a des quartiers plus favorisés que d'autres. Dans le nord, il y a aussi des noyaux villageois très favorisés", insiste Yves Moraine, porte-parole du çandidat UMP Jean-Claude Gaudin. Alors que beaucoup accusent le maire sortant de ne jamais s'être vraiment investi dans ces quartiers, plutôt acquis à la gauche, lui assure le contraire :

En 50 ans, j'ai sans doute fait beaucoup plus pour ces quartiers que tous les autres maires."

"Avec les zones franches et Euroméditerranée [NDLR, projet de rénovation urbaine lancé en 1995 sous le mandat de Robert Vigouroux], nous avons reconquis des quartiers entiers", assure Yves Moraine. Pour le reste, la responsabilité revient à l'Etat et aussi à la gauche, élue dans ces quartiers depuis des décennies.

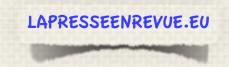
Pendant longtemps, Marseille s'est pourtant targuée d'avoir réussi là où les grandes villes françaises avaient échoué. Construire les cités au coeur de la ville pour ne pas faire pousser de ghettos en périphérie. Mais aujourd'hui, les quartiers nord n'échappent pas à l'isolement. Bien au contraire. Car même si le nord possède aussi ses villas avec piscine et le sud, des barres HLM, les cités et la pauvreté se concentrent davantage chez les premiers, la Canebière faisant office de frontière.

Pour la socialiste Samia Ghali:

C'est avec Gaston Defferre qu'est née la fracture sociale."

Le maire PS, resté 34 ans à la mairie de la ville, a longtemps ignoré le nord, fief des communistes, ses ennemis jurés. Dans ces quartiers industriels et ouvriers, les immigrés ont débarqué, d'abord dans des bidonvilles puis dans des cités, rejoints par des milliers de rapatriés d'Algérie. Dans les années 1980, les usines ont fermé, le chômage est apparu, les communistes ont plié bagages et le Front national a pointé le bout de son nez. Pour étouffer tout risque d'émeute urbaine, les élus ont fini par acheter la paix sociale. A coup de subventions aux associations, le clientélisme s'est enraciné et le décrochage scolaire aggravé. De quoi faire exploser une cocotte minute déjà bien bouillante.

Feriel Alouti, à Marseille - Le Nouvel Observateur



V) Accueil mitigé des Centrafricains à la venue de



Devant les soldats français, François Hollande a mis en garde contre "la tentation de partition" du pays

Bangui (Centrafrique), envoyé spécial. Le président français a rencontré les troupes de l'opération Sangaris, la présidente Samba-Panza et les plus hautes autorités religieuses. Mais la population n'a pas manifesté le moindre signe de joie à son passage.

Bangui n'est pas Bamako! François Hollande, qui a fait une étape de quelques heures en Centrafrique, vendredi, s'en est-il rendu compte? En tout cas, lors du passage de son convoi hautement sécurisé dans les rues de la capitale, la population n'a exprimé aucune joie, aucune gratitude. Nul panneau remerciant « papa Hollande » n'a été brandi, pas un drapeau français n'a été agité. On a même vu des signes de négations voire des gestes plus agressifs. Les regards, en tout cas, ne trompaient pas, surtout dans des quartiers comme le 8e arrondissement, particulièrement sensible, que le président français été obligé de traverser.

Fonctionnaires et membres des forces de sécurité centrafricains ne sont plus payés depuis des mois

Depuis le déclenchement de l'opération Sangaris, le 5 décembre 2013, des « progrès considérables ont été accomplis » mais « il reste beaucoup à faire car beaucoup de Centrafricains sont dispersés sur le territoire, parce que les populations ont connu l'exode parce que des bandits terrorisent encore la population, notamment musulmane », a souligné Hollande devant les soldats, ajoutant que « d'ores et déjà, des milliers de vies ont été sauvées grâce à vous ». Selon Hollande, « la mission, c'est de permettre le rétablissement de l'ordre public » pour achever

« la transition politique », avec des élections devant être organisées en principe au plus tard en février 2015. « Le défi, c'est la lutte contre tous les ennemis de la paix sans distinction », a-t-il insisté: « aucun crime ne doit rester impuni ». « Maintenant l'enjeu, ce n'est même pas de rétablir, mais d'établir l'État » et pour cela « il faut commencer par payer les fonctionnaires », a-t-il souligné. Fonctionnaires et membres des forces de sécurité ne sont plus payés depuis des mois, un phénomène récurrent en Centrafrique. Selon Hollande, les salaires seront rapidement versés grâce à une aide des pays de la région. Visiblement la France ne met la main à la poche que pour les dépenses militaires... Après leur entretien François Hollande et Catherine Samba-Panza - toute de remerciements - ont participé à l'archevêché de Bangui à une table ronde avec les dignitaires religieux du pays, qui appellent depuis des mois à la fin des violences entre communautés chrétiennes et musulmanes.

Particulièrement frappant a été le soin mis par ses conseillers à peaufiner son image. Comme si le seul but du voyage était de montrer combien François Hollande avait raison. Une propagande moderne - pardon, une communication - qui s'embarrasse peu des réalités. Ainsi, quand le général Soriano, chef de l'opération Sangaris, affirmait, il y a deux semaines, devant le ministre de la Défense, que dans la ville de Mbaiki un modus vivendi existait entre les communautés chrétiennes et musulmanes, il oubliait simplement de dire que la plupart des musulmans avaient fui et les rares qui restaient vivaient dans la peur. Parmi eux, Saleh Dido, maire adjoint, qui déclarait à l'Humanité se sentir en danger. Il a été abattu vendredi, jour de la visite de Hollande, par les anti-balakas, ces milices qui se revendiquent chrétiennes mais dont le véritable agenda politique semble coïncider avec celui du président déchu François Bozizé. Elles ont prospéré avec l'arrivée des troupes françaises et africaines.

Hollande, sauveur de l'Afrique ou supercommercial pour Areva?

François Hollande peut bien se poser en sauveur de ce pays (ça marche puisque la plupart des députés et des sénateurs ont approuvé la poursuite de l'opération Sangaris, ce qui prouve la vacuité du débat sur les questions internationales) voire même de l'Afrique (il était au Nigeria, jeudi) et affirmer qu'il faut « assurer durablement le développement en Centrafrique », la réalité du

continent est là, terrible : le Niger, qui est actuellement dans une difficile négociation avec la compagnie française Areva exploitante des gisements d'uranium, a demandé vendredi 300 millions d'euros à la communauté internationale pour 2014 afin de lutter contre les pénuries alimentaires et la malnutrition, et gérer le flot massif de réfugiés issus de pays voisins en crise. Quant on sait que la Centrafrique renferme également de l'uranium (ainsi que de l'or, du pétrole et des diamants) on peut se demander ce que signifie le développement durable dans la bouche d'un François Hollande pour qui les entreprises privées doivent être le vecteur de la présence française en Afrique.

humanite.fr

VI) Sondage. Au palmarès des ministres, Fabius détrône Valls



Laurent Fabius plus populaire que Manuel Valls | Photo :

Quel est l'indice de satisfaction des Français à l'égard des membres du gouvernement ?

Le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius (61 %) détrône celui de l'Intérieur, Manuel Valls (53 %), selon un sondage de l'Ifop pour le Journal du Dimanche.

La plus grande satisfaction des Français va à l'égard des deux ministres qui sont le moins en prise directe avec leurs préoccupations quotidiennes, puisque Fabius est suivi de très près par son collègue de la Défense Jean-Yves Le Drian (59 %).

Viennent ensuite deux femmes, Najat Vallaud-Belkacem (porte-parole du gouvernement et Droits des femmes) avec 58 % et Aurélie Filippetti (Culture-communication) avec 57 %.

Par rapport à une même enquête de l'Ifop, réalisée en août 2013 mais par internet et non par téléphone comme cette fois, Laurent Fabius gagne 11 points, Manuel Valls en perd 8.

Pierre Moscovici en dernière position

Avec 53 %, le ministre de l'Intérieur tombe au cinquième rang. Le ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll fait jeu égal avec lui.

Parmi les autres ministres testés (16 en tout), Christiane Taubira est à 43 % de satisfaits (8e place), Arnaud Montebourg à 38 % (10e), Cécile Duflot à 34 % (12e), Vincent Peillon à 32 % (13e), Michel Sapin à 30 % (15e), Pierre Moscovici à 29 % (16e).

Parmi les sympathisants du PS, Laurent Fabius a la meilleure cote (86 % de satisfaits), Cécile Duflot la plus médiocre (51 %).

Sondage réalisé par téléphone du 28 février au ler mars auprès d'un échantillon de 1 006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas. Marge d'erreur de 2,5 points pour une cote de 80 %, de trois points pour une cote de 40 ou 60 %.

VII) Compte en Suisse, insultes, liens avec Sarkozy : la vraie vie des Balkany



Par Julien Martin

Depuis 30 ans, ils étendent leur pouvoir sur Levallois et les Hauts-de-Seine. Entre vie publique et vices privés, Julien Martin raconte, dans un livre choc, le destin de ce couple sulfureux. Extraits.

Lui devant, elle derrière

Le bristol de félicitations est envoyé au domicile des parents dès le jour de la naissance. Avant même l'inscription du nouveau-né à l'état civil. Quelques mots sur un carton aux armes de la ville, signés Patrick Balkany "Le député-maire de Levallois vous adresse à l'occasion de cette naissance heureuse tous ses voeux très chaleureux de santé et de bonheur." Une attention pas tout à fait désintéressée. Les parents sont des électeurs. Le nourrisson en sera un dans dix-huit ans... Bienvenue dans la famille Balkany dont les quelque 60.000 enfants vivent sous le même toit.



Patrick et Isabelle Balkany, à l'Elysée, lors de la passation de pouvoir entre Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, le 16 mai 2007. (WITT/SIPA)

Au sein de ce ménage hors norme, les rôles sont, comme toujours, parfaitement partagés. A Patrick, le père chaleureux, de passer de café en café, d'embrasser les mamies, de saluer les mamans. Le contact avec ses chers administrés, c'est lui. Le maire s'impose aussi un rituel. Une fois par semaine, il sillonne la ville à pied avec son directeur de cabinet. Un carnet à la main, celui-ci note tout ce qui ne va pas : un trou dans le trottoir, une corbeille mal ramassée, un immeuble pas ravalé... Le lendemain, les directeurs des services concernés sont convoqués. Mieux vaut pour eux que tout soit arrangé avant la semaine suivante.

Pourtant "mère juive" en privé, dit-elle, Isabelle a le relationnel moins aisé. A l'arrivée de son mari à l'hôtel de ville, elle s'installe dans la "gare de triage". Comprendre : la direction de la communication. "La com d'une mairie, c'est tout! C'est à la fois la communication interne, entre les services, aux habitants, vis-à-vis des médias, déclame-t-elle. C'est un point de convergence." La rédaction du magazine d'information, la publicité, l'envoi des faire-part, c'est elle.

Les factures de Pasqua

Lors des assises du RPR, le 11 février 1990 au Bourget, la motion chiraquienne représentée par Alain Juppé écrase le "nouveau rassemblement" porté par Pasqua et Séguin, qui ne réunit que 31,68% des suffrages des militants. Le courant interne au parti se dissout rapidement, mais pas l'aventure des duettistes qui créent l'association Demain la France, en vue du référendum sur le

traité de Maastricht de 1992. Pour eux, c'est non! Pour Balkany aussi. Qui va les aider d'une manière très concrète et restée secrète.

Ce coup de main n'a été raconté qu'une seule fois, le 23 octobre 2003, par un certain Patrick Breysse, devant le juge Jean-Paul Albert, dans le cadre de la très longue affaire de l'office HLM des Hauts-de-Seine. Breysse n'est pas n'importe qui : il occupe alors le poste de directeur délégué de l'office au Plessis-Robinson. Mais, au moment des faits relatés, il travaille "aux moyens généraux", au siège de l'office situé à Levallois, sous la double autorité du directeur général Didier Schuller et du président Patrick Balkany.

Voici le passage clé de sa déposition : "J'ai été contacté par Schuller avant les élections de Maastricht. C'était courant 1990. Schuller était dans le bureau de Balkany à la mairie de Levallois. Le président Balkany avait quelque chose à me dire. Il m'a expliqué qu'il avait besoin d'un homme de confiance pour suivre les travaux dans un local. Il m'a demandé si je voulais le faire. De toute façon, avec lui, on n'a pas le choix, sinon on dégage. A la suite de la conversation, Balkany m'a emmené dans son véhicule au 1, rue François-Ier, Paris 8e. Schuller ne nous a pas suivis. Dans cette affaire, je ne traitais qu'avec Balkany. Quand j'avais un problème, j'appelais son secrétariat pour avoir un rendez-vous avec lui et je l'avais le soir même.

On a visité un local d'environ 500 mètres carrés. Il m'a expliqué ce qu'il souhaitait : des travaux de peinture, de revêtement des sols, une mise aux normes d'une armoire électrique. J'ai donc fait le maître d'oeuvre. J'ai appris que l'entreprise qui intervenait pour la rénovation était la SAR, entreprise de M. Poulain. Il y avait un grand salon, un grand hall d'entrée avec l'accueil et deux bureaux. On m'a demandé de particulièrement soigner ces bureaux. J'ai vu par la suite à la télévision que la rotonde servait aux conférences de presse, les bureaux étaient pour Pasqua et Séguin. Avant la fin des travaux, j'ai vu, en faisant fixer une enseigne lumineuse, qu'il s'agissait de l'association Demain la France, présidée par Pasqua.

Je tiens à préciser que je n'ai jamais vu Pasqua ni Séguin car, une fois les travaux finis au bout de trois semaines, je ne suis plus retourné dans le local." Le juge lui demande qui a pris en charge financièrement l'aménagement de ce local. Breysse l'ignore, mais sa réponse parle d'ellemême: "Je ne sais pas, je n'ai rien fait, on ne m'a rien demandé. Le seul profit que j'ai eu, c'est l'office qui m'a remplacé mon véhicule par un autre avec un téléphone à l'intérieur." L'ampleur de l'affaire de l'office des HLM des Hauts-de-Seine se révélera telle que Balkany ne sera jamais interrogé sur ce point.

10 millions de francs en décoration

Le maniement du liquide est une pratique ancienne chez Patrick Balkany. Déjà, lors de l'enquête sur l'office HLM des Hauts-de-Seine, la police judiciaire avait fait d'étranges découvertes. Le champ restreint des investigations des juges les avait contraints à laisser de côté certaines pièces pourtant fort intéressantes. Plusieurs d'entre elles ont été transmises de nouveau à la justice par Didier Schuller, devenu l'ennemi intime numéro un du député-maire de Levallois. D'autres encore attendent de sortir des oubliettes.

C'est le cas, par exemple, de ce versement en espèces effectué le 11 juin 1990 et non élucidé dans le dossier. Le bordereau de la banque indique que Balkany a déposé sur son compte au Crédit commercial de France 200.000 francs, en coupures de 500 francs, soit 400 billets. Les enquêteurs avaient également mis au jour un faramineux train de vie. En répertoriant tous les chèques de plus de 10.000 francs émis par le couple entre 1990 et 1994 depuis son compte commun à la Banque générale du Commerce, ils ont comptabilisé 10,36 millions de francs de aménagements intérieurs dépenses en extérieurs. La jardinerie Derly a été très fréquentée par Isabelle et Patrick, qui y ont déboursé 2,56 millions de francs. Bertrand Déco aussi: 700.000 francs. Ardecor un peu moins: 470.000 francs. Etc. "225 000 francs ont été payés en novembre 1990 et janvier 1991 à La Bourgogne, société attributaire de marchés de l'OPDHLM 92 ", soulignent des experts spécialement mandatés.

Autant de dépenses qui ont creusé un découvert abyssal. Rien que pour l'année 1990, le solde du compte est passé de +736.169,12 francs au 1er janvier à -9.105 259,19 francs au 31 décembre. Quand la Banque générale du Commerce transmettra les relevés de compte à la police judiciaire, le 16 mars 1998, elle ajoutera une utile précision : "Nous vous indiquons, pour information, que M. Jean-Marc Smadja, président du conseil d'administration de la Banque générale du Commerce jusqu'en avril 1994, [est] le cousin

par alliance de M. Patrick Balkany."

Un compte en Suisse, l'autre en Hollande

Le compte suisse du député-maire de Levallois renferme de moins en moins de secrets. Il a été ouvert le 26 juillet 1994, selon un document de l'ABN Amro Bank, sur lequel figurent son nom, son adresse, son numéro de carte d'identité et sa signature. Un compte dont l'existence a été révélée par "le Point" le 8 octobre 2013 et qui a donné lieu à l'ouverture d'une enquête préliminaire pour "blanchiment de fraude fiscale" par le parquet de Paris, le 6 novembre suivant. L'hebdomadaire posait toutefois une question : "Ce compte en Suisse a-t-il depuis été fermé ?" La réponse est oui, comme en atteste un document inédit traduit en (mauvais) français par un juge d'instruction du canton de Fribourg et envoyé au tribunal de Créteil le 20 novembre 1998.

Il s'agit d'une lettre de Patrick Balkany adressée à l'ABN Amro Bank, en date du 5 juillet 1996 : " Cher Monsieur, je vous pries de bien vouloir fermer mon compte avec votre banque. Le solde débiteur va être couvrir par un transfert ailleurs. Avec mes meilleures salutations." Reste à savoir si le compte était déclaré ou non. La même question se pose concernant une autre trouvaille des policiers. "Il a été découvert que M. Balkany possède un compte bancaire dans la partie hollandaise de l'île Saint-Martin, compte qu'il utilise pour ses besoins personnels", note le commandant Bruno Guillon, dans un autre rapport daté du 11 juin 2001.

"Viens me le dire! Pédé! Enculé!"

La scène se déroule le 10 juin 1995, à la veille du premier tour des élections municipales. Comme chaque samedi depuis plusieurs semaines, le collectif "Souriez vous êtes filmés" défile dans les rues de Levallois pour dénoncer le système de vidéosurveillance installé dans la ville. Avec tambours et sifflets, le petit cortège s'engouffre dans la rue Trébois, qui longe la mairie. Les huées redoublent d'intensité aux abords du n° 43. Patrick Balkany, cigarette à la main, se tient devant sa permanence et toise la bruyante cohorte, quand l'un de ses collaborateurs en vient aux mains avec un membre du collectif.

La situation dégénère. Les noms d'oiseaux fusent. Patrick Balkany s'avance et lance à l'adresse du même manifestant : "Viens-là ! Viens-là, petit

pédé! Viens me le dire! Pédé! Enculé!" Isabelle sort en catastrophe et le rattrape par la manche, pendant que les insultes pleuvent en retour sur le maire: "Fasciste! Fils de pute!" Patrick se retourne, hors de lui. Seconde tentative vaine d'Isabelle. Elle ne parvient pas à le ramener dans la permanence. "Viens le dire ici! Viens-là! Espèce de pédale!", s'emporte de plus belle un Balkany poète.

http://www.dailymotion.com/embed/ video/xlqx64"

Cheveux longs recouverts d'un bonnet rayé de marin, l'un des jeunes belligérants s'approche alors du maire, s'arrête, le fixe du regard. Le maire, impeccablement coiffé, époussette de la main gauche son beau costume-cravate bleu roi. "Tu n'es qu'une merde", lui assène alors le militant, les yeux dans les yeux, avec une paradoxale tranquillité. Patrick met sa main dans sa poche, se redresse et répond sur le même ton : "Toi, tu finiras au bout d'une corde." La petite troupe poursuit sa route.

Quand l'Elysée lui offre un passeport

A l'issue de l'élection présidentielle, Patrick reçoit un cadeau très particulier. Un lot de consolation toujours resté secret : un passeport diplomatique ! C'est Bernard Kouchner, à son arrivée au Quai d'Orsay en début de quinquennat, qui a été prié de le lui délivrer à la demande du nouveau président. Il en a conservé l'usage jusqu'au 7 septembre 2012, date à laquelle il a reçu un courrier du nouveau ministre socialiste des Affaires étrangères, Laurent Fabius, l'informant qu'il ne serait pas renouvelé. Pourquoi un tel sésame ? "Sarkozy a demandé à Kouchner d'en signer la délivrance pour qu'il puisse aller en Afrique, assure un ancien conseiller du chef de la diplomatie française entre 2010.Normalement, seul le président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale en bénéficie."

Balkany n'est alors ni président, ni vice-président, ni même secrétaire de cette commission. Il n'en est qu'un simple membre, parmi soixante-sept autres députés. Sur le papier. Dans les faits, muni de ce passeport diplomatique, il accompagne le chef de l'Etat dans le monde entier, et spécialement en Afrique. Des voyages sur lesquels l'élu de Levallois, une fois n'est pas coutume, préfère ne pas s'étendre :"Il est de

de tradition que le président de la République voyage avec quelqu'un de la commission des Affaires étrangères. Tant qu'à faire, Nicolas préfère emmener quelqu'un qu'il aime bien."

Sarkozy, c'est mon cousin!

Il faut plus que quelques affronts politiques de la part de Nicolas et Jean pour entamer l'amitié que leur portent Patrick et Isabelle. Une amitié sur le point de prendre un tour nouveau. "Julien Balkany, le demi-frère de Patrick, s'est marié avec la cousine de ma femme, s'enthousiasme Jean. S'il a des enfants, ils seront les cousins des miens. Les petits Balkany seront parents avec les petits Sarkozy. On aura réussi à former une même famille."

© Editions du Moment

"Les Balkany", de Julien Martin (Editions du Moment).

LAPRESSEENREVUE.EU

A contresens en plein Paris : le zéro de conduite de Bernadette Chirac

INSOLITE – La voiture de l'ex-Première dame de France a été arrêtée par un gendarme jeudi soir près de la place de la Concorde, selon une formation du Parisien. Tandis que son chauffeur faisait demi-tour, elle a continué sa route à pied et n'aurait pas mâché ses mots face au gardien de la paix.



Bernardette Chirac aurait poursuivi sa route à pied après l'arrestation de son véhicule.

Les chauffeurs de personnalités politiques prennent parfois des libertés avec le code de la route. Celui de Bernadette Chirac a fait fort la semaine dernière. Selon Le Parisien, une voiture conduisant l'ex-Première dame de France a en effet été arrêtée jeudi soir alors qu'elle roulait à contresens dans une rue proche de la place de la Concorde, dans le VIIIe arrondissement de la capitale.

En 2012, sa voiture avait percuté un chevreuil

C'est un gendarme en faction devant un bâtiment officiel qui a arrêté le véhicule, découvrant alors qui était la célèbre passagère sur la banquette arrière. Bernadette Chirac aurait décidé de poursuivre son chemin à pied, tandis que son chauffeur faisait demi-tour. Avant de partir, l'épouse de Jacques Chirac aurait "exprimé son mécontentement à l'égard du militaire", assure le quotidien.

Ce n'est pas la première fois que Bernadette Chirac connaît une mésaventure sur la route. On se souvient qu'en juillet 2012, le véhicule qui la ramenait de la Corrèze à Paris, conduit par un officier de sécurité, avait percuté un un chevreuil sur l'autoroute A20. Un accident sans gravité mais qui, déjà, avait fait couler beaucoup d'encre.



Louis Hamet

metronews.fr

VIII) Claude Nougaro par ceux qui l'ont aimé



Par Sophie Delassein

Dix ans après sa mort, deux livres rassemblent des hommages à ce "petit taureau" qui "boxait le français". Morceaux choisis.





Né en 1929 à Toulouse, Claude Nougaro fait ses premiers pas sur scène au Lapin Agile en 1955. Il disparaît à l'âge de 74 ans le 4 mars 2004, laissant derrière lui de grandes chansons: "Amstrong", "Cécile, ma fille", "Toulouse", "Le Jazz et la Java", "Nougayork"... (c) DR

Elle, c'est Hélène Nougaro, épousée en avril 1994, complice et témoin des vingt dernières années, qui inspira notamment «l'Ile Hélène», somptueuse ballade sentimentale et mélancolique. Lui, c'est Christian Laborde, l'ami, l'écrivain, dont il disait qu'il était «[son] frère de race mentale. C'est un poète, c'est-à-dire un homme qui parle une langue de couleurs à délivrer les grands baisers de l'âme».

L'un et l'autre publient leur album souvenir de

Claude Nougaro, disparu au matin du 4 mars 2004, il y a dix ans. Des textes intimes, illustrés avec goût, où l'artiste public et le personnage privé se confondent. Leurs auteurs rappellent le talent, la rigueur et la passion de celui que l'on surnommait «le petit taureau»: un boxeur de rythmes et de rimes, fils d'un baryton et d'une pianiste, synthèse entre Louis Armstrong et Jacques Audiberti, qui se définissait lui-même comme un «motsicien».

Claude Nougaro, immense auteur de chansons célébré de son vivant, est aujourd'hui un peu oublié peut-être. En rassemblant les témoignages de Catherine Deneuve, d'Allain Leprest ou encore de Bernard Morlino, les livres d'Hélène Nougaro et de Christian Laborde ont la vertu de le replacer en haut de l'affiche.

Sophie Delassein

Catherine Deneuve: "Une bête de scène"



Quand j'ai entendu Claude Nougaro pour la première fois en 1962, il chantait «Une petite fille en pleurs, dans une ville en pluie...». J'ai été tout de suite bouleversée par la voix, une voix chaude et rocailleuse. Une voix au service d'une belle histoire, une histoire très cinématographique d'ailleurs: un homme courant dans Paris, sous la pluie, à la recherche d'une fille qui vient de le quitter...

«Une petite fille», «le Cinéma», «Cécile» : j'ai tout de suite senti qu'un univers se construisait, un univers personnel, c'était incroyable, tant de force, tant d'originalité tout à coup sur les ondes. On peut dire que, Nougaro, c'est surtout de beaux portraits de femmes. Les femmes sont présentes dans tous ses disques. C'est incontestable, il aimait les femmes. Mais les a-t-il bien aimées?

Aussi, l'expression «bête de scène» semble avoir été inventée pour lui qui, d'ailleurs, se peignait sous les traits d'un «petit taureau». Sa présence était extraordinaire. Quand je le voyais à la télévision, j'étais émerveillée par cette présence, par sa voix évidemment, mais aussi par sa façon d'interpréter l'histoire qu'il racontait. Ses chansons, il les jouait, il les mettait en scène. C'est ça, la magie de la présence. C'était un poète et un comédien. Si on me proposait de chanter une chanson de Claude Nougaro, je chanterais «Tu verras» qui est, pour moi, une de ses chansons les plus émouvantes.

Actrice.

© Hors Collection

Hélène Nougaro: "Il travaillait même en dormant"



Claude disait toujours: «Si je n'avais pas écrit, je n'aurais pas chanté.» Il était enchaîné aux mots, avait peur de la page blanche et presque toujours sur lui un cahier ou un carnet, n'hésitant pas à se servir d'une nappe de restaurant pour écrire ou dessiner. Il pouvait passer des mois sans trouver la clé et puis l'inspiration revenait, et alors il ne pensait qu'à ça.

Il aimait marcher dans les villes, Paris, Toulouse, New York... Un carnet dans sa poche, il écrivait partout, avec une préférence pour la table de la cuisine. Je crois que même en dormant il travaillait, tellement il était habité par son texte. Claude était tout entier à son oeuvre et la vie quotidienne l'ennuyait.

Il avait même tendance à se décharger des contingences matérielles; il ne savait pas son numéro de téléphone, tout devait passer par moi. [...] Il n'avait pas son permis de conduire, il disait qu'il était un handicapé de la vie! Mais quelle énergie, une fois que son pied se posait sur la scène, comme s'il déposait tout le fardeau de l'existence pour vivre pleinement le moment présent.

Compagne de Claude Nougaro.

© Flammarion

Alain Leprest: "Saluons la comète"



Il luttait contre un cancer qui le rongeait depuis de longs mois. Aujourd'hui, quelle étoile se souvient du pharaon qui força femmes, enfants, tigres, oiseaux, musiciens, soldats loyaux et parents à l'accompagner et à s'ensevelir à ses côtés dans son tombeau même, faute pour lui d'avoir compris le ciel.

Le poète, lui, serviteur de tous, tutoyeur d'invisible, habitué du vide, repu de solitude le jour de l'ultime fatigue n'est pas saisi par ce vertige morbide. Dépourvu de pyramides, de châteaux forts, de créneaux, de boucliers, d'armures, le jour convenu, sans abdication et sans frayeur, le poète, ce barbare plus chevaleresque que les puissants, se couche doucement sur le sol dont il sait que sa langue est issue. Il s'étend là, exactement où complices et rieuses, les étoiles l'attendaient à leur banquet de lumière.

Et donc indécent presque, incandescent après avoir légué son alphabet à nos lèvres humides, le voici devenir la comète qu'il vit enfant sous la forme d'un caillou blanc dans le lit de son fleuve. Saluons ce toi sans bien et sans glaive, parti seul, parti comme en repérage, parti vérifier par luimême si l'au-delà de la voûte était conforme à son rêve intransigeant et si nous méritions d'y être attendus.

Poète parolier et chanteur.

© Flammarion



Bernard Morlino: "Il boxait en français"



Entre 10 et 20 ans, j'ai eu la chance de vivre en même temps que Jacques Brel, Léo Ferré, Georges Brassens, Charles Trenet, Boby Lapointe, Jean Ferrat, Charles Aznavour et Claude Nougaro.

A l'époque, la littérature ne m'intéressait pas du tout. Je m'endormais sur le «Lagarde et Michard». Aucun professeur ne m'avait parlé de Jack Kerouac, de Fernando Pessoa, d'Isidore Ducasse, de Rilke, de Calet, de Bove, de Perros... L'éveil à la littérature a été provoqué par la chanson, qui était alors de très grande qualité. Les chanteurs de ma jeunesse sont tous des écrivains qui se battaient avec le langage.

J'ai toujours vu Claude Nougaro comme un Marcel Cerdan des mots. Pas étonnant qu'il ait écrit «Quatre Boules de cuir»... Il boxait en français. Toujours imagée -pas de verbes inutiles, rien que des mots qui ont du son-, sa chanson est issue d'une forge intime. L'athlète du langage frappait sur une enclume soit gonflée d'angoisse soit inondée d'immenses bonheurs pour faire des gerbes d'étincelles où naissait ce qu'il voulait dire. Jamais il n'a écrit une ligne sans urgence ou mise en danger.

Il a laissé sur scène des grands pans de vie, se consumant tel un feu qu'il était impossible d'éteindre. Le lexicographe de nos joies et de nos peines est parti avec son mégaphone. Nous restons seuls, même avec la radio allumée. Il n'y a plus de Nougaro au numéro demandé. «Lui, c'est mon garde du cœur...» Ainsi m'a présenté Claude Nougaro, que j'ai vu trois fois hors de scène. A la Camargue à Nice, où il dansait tout seul sur la piste au milieu des gens; avenue Junot, à Paris, où il m'a regardé à travers une fougasse en forme de cœur alors que je marchais avec une amie, main dans la main; et pour finir, encore à Montmartre, rue des Abbesses. C'était le soir de Noël. Il

recherchait des fruits de mer. On a passé la nuit ensemble dans des bars différents.

Partout, tout le temps, les boit-sans-soif venaient lui parler. Une dame lui a demandé un mot pour sa mère victime du cancer. Il a demandé du papier au barman et a dessiné un vase avec un bouquet de fleurs. La dame s'est mise à pleurer quand il lui a demandé le prénom de sa maman. Elle lui a dit, en me regardant: «C'est votre fils ?» Il a alors répondu : «Lui, c'est mon garde du coeur.»

Journaliste.
© Hors Collection

Richard Galliano: "Il était bouillant"



J'ai découvert Claude sur scène, à l'Olympia, dans les années 1970. Et je me souviens de deux chansons qui m'ont bouleversé : «Brésilien» et «Comme une Piaf». J'écoute, je regarde Claude sur scène et je vois, à travers ces deux chansons, à travers lui, Piaf et le Brésil qui s'épousent, comme le jazz épouse la java dans un de ses plus grands succès.

L'original de «Brésilien», c'est «Viramundo», de Gilberto Gil, et l'accordéoniste de Gilberto Gil, c'est le fantastique Dominguinhos. Et je suis émerveillé, oui, émerveillé, parce que l'instrument qui permet ce mariage entre la Môme et Rio de Janeiro, c'est l'accordéon. [...] Et à l'Olympia, que vois-je en voyant Nougaro? Quelqu'un qui marie le jazz, l'accordéon et les mots de la chanson. Et je le redis, je suis émerveillé, comme si je découvrais, sur la scène de l'Olympia, mon propre territoire. Et c'est Lolo Bellonzi, batteur de Claude -nous travaillions ensemble pour le chorégraphe Roland Petit- qui me met en contact avec lui.

Eddy Louiss et Claude viennent de se séparer, et Claude a besoin de claviers électroniques, des sons de ce fameux Orgamond. Lolo explique à Claude que je joue de l'accordéon électronique. Et

Claude tombe sous le charme de cet instrument, de ses sonorités, proches de celles qu'il entendait quand Eddy Louiss l'accompagnait dans «C'est Eddy» ou dans «Paris mai». [...] Claude m'engage pour l'accompagner au sein d'un l'orchestre que je dois former et diriger.

Tout se fait naturellement, des Niçois comme Bernard Arcadio nous rejoignent, et l'on accompagne Claude durant de nombreuses tournées. Mais le plus ardu, ce fut de composer pour lui, car j'étais un homme des harmoniques plus que des mélodies. [...] Et sur scène, c'était physique, énergique. Claude, on l'a dit souvent, était un boxeur. Et c'est avec nous, avec nous les musiciens, qu'il boxait en premier. Je me souviens que son père, Pierre, nous avait dit un jour : «Vous jouez trop fort...» C'était sans doute vrai, mais cette force-là, Claude la demandait, la recherchait pour se mesurer avec elle.

Il était bouillant, Claude, et je le suis aussi. Et ce duel sonore avec lui m'a transformé, a fait que je suis ce que je suis aujourd'hui. Claude m'a dit : «Maintenant, il te faut choisir : accompagner ou passer devant. Et tu verras, quand tu passeras devant, tout se fera naturellement.» J'ai écouté Claude : je suis passé devant. Je donne des concerts un peu partout dans le monde. A chacun de mes concerts, je joue «Vie violence», que j'ai rebaptisée «Tango pour Claude». Et quand je joue «Tango pour Claude», comme à Saint-Pétersbourg, au Théâtre Mariinsky, je suis devant, certes, mais Claude est à mes côtés.

Musicien.
© Hors Collection

nouvelobs.com

Claude Nougaro, par Hélène Nougaro, Flammarion, 192 p., 29,90 euros.

Claude Nougaro. Le parcours du coeur battant, par Christian Laborde, Hors Collection, 192 p., 29,90 euros.

Crédits photos: PJB/SIPA; LEROUX PHILIPPE/SIPA; URMAN LIONEL/SIPA; IBO/SIPA; SADAKA EDMOND/ SIPA.

LAPRESSEENREVUE.EU

Samedi 8 Mars 2014 de 13h à 18h

JOURNEE DE LA FEMME CENTRAFRICAINE

Table ronde de femmes sur le thème :

Chrétiennes et Musulmanes Une force pour la R.C.A. Centrafrique







une journée pour un nouveau départ...

SAMEDI 8 MARS 2014 de 13h à 18h THEATRE DU GYMNASE 38 Boulevard Bonne Nouvelle PARIS X° Entrée Libre

Métro : Bonne Nouvelle Parking : Rex Atrium



Un évènement organisé par les femmes de PERLES DE LUMIERE D'AFRIQUE Info : 07 71 10 60 33/ 06 21 35 25 99



JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES Samedi 08 Mars 2014 de 14h à 17h

Les femmes du monde mettent à l'honneur « La femme Centrafricaine »

Conférence-Débat sur la situation en République Centrafricaine

Le début d'une nouvelle ère



5 bis Rue Devosge 21000 Dijon

Entrée libre (Buffet)

Infos : 06 76 25 16 87 06 24 12 05 74



Lydie Pace (soprano dramatique) Frédéric Prébolin (piano)

Avec le soutien de la Mairie de Dijon, du Député de la Côte d'Or Laurent Grandguillaume, De la Diaspora AfroAntillaise de Bourgogne, des femmes de « Perles de lumière d'Afrique » (Paris) et de, Fraternité Boganda (Toulouse & Le KremlinBicêtre), avec le parrainage de Madame Boganda Hélène.

A Suivre... La Presse en Revue